

Le 3 septembre 2024

Mise en cause des collectivités locales, il faut que cela cesse !

Villes de France a pris connaissance avec stupéfaction des propos des Ministres démissionnaires de l'Économie et du Budget, qui mettent à la charge exclusive des collectivités territoriales la dérive budgétaire de la Nation.

Ce qui serait déjà, en temps normal, une accusation sans fondement, dès lors que les budgets des collectivités doivent légalement être votés en équilibre, devient dans la période actuelle problématique : en effet, avec qui discuter pour rétablir les faits ?

Villes de France, comme les autres associations d'élus, n'a plus d'interlocuteur gouvernemental depuis le 17 juillet dernier. Le budget 2025 se prépare dans la plus grande opacité et les Maires apprennent, par la presse, que des arbitrages pénalisants pour les territoires seraient rendus : moins 40% pour le Fonds vert, baisse des crédits de l'Ademe, etc.

Avec quelle légitimité un Gouvernement démissionnaire peut-il prendre de telles décisions, qui ne relèvent pas, à l'évidence, de la gestion des affaires courantes ?

Villes de France demande que cessent ces mises en cause injustifiées des collectivités territoriales. Le projet de loi de finances doit être présenté à l'Assemblée Nationale d'ici un mois, il faut maintenant que des décisions politiques soient prises, de manière légitime et après concertation, par le futur Gouvernement quel qu'il soit.

Contact presse :

Guillaume Ségala – guillaume.segala@villesdefrance.fr

Armand Pinoteau – armand.pinoteau@villesdefrance.fr

Présidée par Gil AVÉROUS, Maire de Châteauroux, Villes de France, association d'élus pluraliste dont le Président délégué est Jean-François DEBAT, Maire de Bourg-en-Bresse, représente et accompagne les villes de 10 000 à 100 000 habitants et leurs intercommunalités qui forment l'armature urbaine de notre pays. Elle regroupe ainsi près de la moitié de la population française.